

AKTUELL

COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

Les ordures sans le père Noël

Fabien Grasser

La huitième Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise n'a pas abouti aux résultats attendus par la partie française, le 11 décembre. Le Luxembourg refuse toujours le principe de la rétrocession fiscale. Le ministre français de l'Europe a fait part de son agacement et a séché la conférence de presse avec Xavier Bettel.

À lire les communiqués officiels des ministères luxembourgeois et français des Affaires étrangères, tout va pour le mieux entre les deux pays. La réalité telle qu'elle est apparue ce 11 décembre est quelque peu plus abrupte. Certes, le Luxembourg et la France ont signé une dizaine d'accords, avenants et autres lettres d'intention, mais, pour la partie française, le compte n'y est pas. Si le ministre français de l'Europe, Benjamin Haddad, est bien apparu aux côtés de Xavier Bettel pour signer les accords aboutis, il s'est en revanche esquivé au moment de la conférence de presse, laissant la délégation luxembourgeoise seule face aux journalistes. Une entorse protocolaire que les Français ont motivée par leur volonté de ne pas envenimer la situation en affichant publiquement les sujets qui fâchent entre les deux pays.

Louant les avancées (mineures) obtenues lors de cette rencontre dans les domaines de la santé, de la mobilité, de la petite enfance, de la sécurité civile et de l'enseignement supérieur, Benjamin Haddad a ensuite expliqué, auprès du site virgule. lu, qu'il en attendait bien davantage : « On a 127.000 frontaliers qui viennent contribuer à l'essor et à la croissance économique du Luxembourg. C'est une chance pour eux et pour la France, mais c'est aussi une chance pour le Luxembourg, et il faut que ça se reflète dans le cofinancement et dans la coopération économique pour l'essor de la Grande Région. »

Tout pour la mobilité

Au cœur de la brouille figurent le télétravail et la rétrocession fiscale, deux dossiers que le ministre macroniste lie désormais étroitement. Pour les frontalier·ères français·es, le télétravail est actuellement limité à 34 jours par an. Au-delà, la France leur demande de payer leurs cotisations sociales et leurs impôts sur le revenu dans l'Hexagone. La demande d'une extension de cette période de référence est une exigence croissante des frontalier·ères, mais aussi des syndicats et du patronat luxembourgeois.

Benjamin Haddad était venu à Luxembourg avec une proposition d'assouplissement, à condition qu'elle soit compensée par une rétrocession fiscale luxembourgeoise équivalente. Mais le mot demeure tabou pour le grand-duché : « Ce n'est pas à l'ordre du jour du gouvernement luxembourgeois de mettre en place une rétrocession fiscale », a sèchement évacué Xavier Bettel en conférence de presse. Fidèle au mantra qui était déjà le sien lorsqu'il dirigeait le gouvernement, il a insisté sur le principe du codéveloppement, par lequel le Luxembourg finance à hauteur de 50 % des projets côté français. Par là, il faut entendre des investissements dans la mobilité (comme les P+R ou les infrastructures ferroviaires), à même d'acheminer chaque jour les cohortes de frontalier·ères vers leurs emplois luxembourgeois. Mais rien pour les communes lorraines qui ont vu grossir leurs populations de plusieurs dizaines de milliers de frontalier·ères ces dernières années. Ces collectivités demandent au Luxembourg de contribuer par une rétrocession fiscale aux lourds investissements qu'elles engagent en raison de cet afflux : crèches, équipements de loisir, aménagement et entretien des voiries, etc.

Sans surprise, les responsables politiques lorrains ont affiché leur déception et parfois leur colère après la rencontre. Pour sa part, Benjamin Haddad a dit espérer des avancées plus substantielles lors de la prochaine réunion de la Commission, planifiée au second semestre 2026. Peut-être devrait-il ajouter à son ordre du jour la question des déchets dont des entreprises luxembourgeoises se débarrassent à bon compte en France. Quand elles ne voient pas directement leurs gravats dans les conteneurs disposés dans les villages, elles en encomrent les déchetteries. Le traitement du carton, des câbles, du béton, du bois et des autres déchets inertes provenant des chantiers est plus coûteux au Luxembourg qu'en France. Le problème pourrait littéralement la vie de communes françaises comme Villerupt, Audun-le-Tiche ou Aumetz. Le jour même où se réunissait la Commission intergouvernementale, les polices françaises et luxembourgeoises ont néanmoins mené une opération conjointe le long de la frontière, contrôlant 300 véhicules et infligeant 19 amendes de 145 à 500 euros. Cela sera-t-il dissuasif ? Seule certitude, pour l'instant, les communes françaises ont les ordures, mais pas le père Noël.

SHORT NEWS

Loi anti-déforestation : re-report

(mes) – L'affaiblissement des lois environnementales se poursuit au niveau européen : déjà retardé une première fois, le règlement contre la déforestation a une nouvelle fois été repoussé et affaibli ce mercredi. La loi anti-déforestation ne devra être appliquée qu'à la fin de 2026, soit trois ans après son adoption initiale en 2023. Le vote, qui marque encore une alliance entre les partis de droite et de l'extrême droite, a eu lieu quelques jours après l'assouplissement proposé par la commission d'une autre loi européenne visant l'interdiction des moteurs à essence neufs après 2035 – de quoi faire souffler l'industrie automobile et les multinationales agraires. Alors que la loi vise la fin des produits liés à la destruction des forêts ou à des violations des droits humains, les eurodéputé·es, y compris cell·eux du CSV et de l'ADR, ont voté pour affaiblir la traçabilité. Cela permettra « de larges exemptions qui sapent considérablement la capacité de l'UE à mettre fin à la déforestation mondiale », a critiqué Tilly Metz. Pour la députée européenne verte, le vote est « paradoxal », le règlement ayant « été négocié à l'origine par notre commissaire luxembourgeois du CSV, Christophe Hansen, puis attaqué par le gouvernement luxembourgeois. » Le report de la loi entraînera une poursuite de la déforestation dans des pays comme le Brésil. « Les dégâts sont faits : des milliers d'hectares de forêts seront perdus à jamais », a tranché Greenpeace, jugeant le vote comme « profondément irresponsable ». L'ONG revendique alors d'autant plus le rejet de l'accord UE-Mercosur, qui selon des groupes autochtones et environnementaux accélérerait davantage la déforestation dans la région de l'Amazonie.

EU stärkt Abtreibungsrecht

(mc) – Nachdem die Bürgerinitiative „My Voice, My Choice“ mehr als 1,2 Millionen Unterschriften sammeln konnte, hat das EU-Parlament vergangenen Mittwoch eine Entschließung für einen grenzüberschreitenden Zugang zu Abtreibungen angenommen. In Straßburg stimmten 358 Abgeordnete dafür, 202 dagegen, bei 79 Enthaltungen. Ziel der Initiative ist es, dass Menschen in der EU selbst über ihren Körper entscheiden können, auch dann, wenn Schwangerschaftsabbrüche im eigenen Land stark eingeschränkt sind. Das Parlament fordert die EU-Kommission auf, einen Fonds einzurichten, der es Betroffenen ermöglicht, für einen Schwangerschaftsabbruch in andere EU-Mitgliedstaaten zu reisen. Die luxemburgischen Europaabgeordneten Marc Angel (LSAP) und Tilly Metz (déi gréng) bekräftigen in einer Pressemitteilung ihre Unterstützung für das Anliegen: „Reproduktive Rechte sind keine abstrakten Ideale – sie betreffen Macht, Selbstbestimmung und das grundlegende Recht, ohne Angst zu leben. Werden diese Rechte verweigert, werden Frauen zu Bürgerinnen zweiter Klasse degradiert“, so Metz. Obwohl Gesundheitspolitik in den Zuständigkeitsbereich der Mitgliedstaaten fällt, kann die EU bei grenzüberschreitenden Gesundheitsfragen tätig werden. Nach Angaben der Initiator*innen von „My Voice, My Choice“ haben mehr als 20 Millionen Frauen in der EU keinen Zugang zu sicheren Abtreibungen, unter anderem in Polen und Malta.

woxx@home

Guten Rutsch!

2025 s'achève et comme chaque année, le woxx ne paraîtra pas entre Noël et le Nouvel An. Le numéro que vous tenez entre vos mains est donc le dernier de l'année. Vous nous retrouverez le vendredi 2 janvier pour notre première édition 2026. En attendant, vous pouvez bien entendu nous suivre sur notre site woxx.lu, dont l'accès est libre. En cette fin d'année, nous tenons à remercier chaleureusement tous nos lecteurs et toutes nos lectrices qui ont soutenu le woxx ces douze derniers mois. En achetant, en vous abonnant ou en faisant des dons à notre journal, vous contribuez à développer notre projet de journalisme critique et indépendant, mené dans le cadre d'une entreprise coopérative. Toute l'équipe du woxx vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année et vous donne rendez-vous à partir du 2 janvier pour de nouvelles et passionnantes aventures journalistiques.